

— L'opposition à fonction des agents habilités à constater et à poursuivre les infractions à la présente loi ainsi que les injures et voies de fait à leur égard.

Art. 13. — Sans préjudice des dispositions des articles 6, 8, 9 et 10 ci-dessus, les infractions à la présente loi sont constatées, poursuivies et réprimées dans les conditions définies par la loi n° 91-999 du 27 décembre 1991 relative à la concurrence.

Art. 14. — En tant que besoin des décrets préciseront les modalités d'application de la présente loi.

Art. 15. — La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat et publiée au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 27 décembre 1991.

Félix HOUPHOUET-BOIGNY.

ORDONNANCE n° 91-1032 du 31 décembre 1991 portant liberté d'ouverture de bureaux ou d'offices privés de placement, et abrogation de l'article 148 du Code du Travail.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'Emploi et de la Fonction publique et du ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie, des Finances et du Plan,

Vu la Constitution de la République de Côte d'Ivoire, notamment en son article 45 ;

Vu le Code du Travail, notamment en son article 148 ;

Vu la loi n° 91-997 du 27 décembre 1991 accordant au Gouvernement des pouvoirs spéciaux à titre provisoire, notamment en son article 11 ;

Vu l'urgence ;

Le Conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier. — L'article 148 du Code du Travail est abrogé. L'embauche directe est libre.

Art. 2. — L'ouverture de bureaux ou d'offices privés de placement ayant pour objet exclusif ou principal d'agir comme intermédiaires entre employeurs et travailleurs, est libre.

Art. 3. — Les modalités d'application concernant l'exercice de la profession seront précisées par décrets.

Art. 4. — Quiconque exercera une activité de placement de travailleurs sans autorisation, ou qui donnera des indications fausses pour obtenir, ou tenter d'obtenir, cette autorisation, sera puni d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de 50.000 francs à 2.000.000 de francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 5. — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Abidjan, le 31 décembre 1991.

FÉLIX HOUPHOUET-BOIGNY.

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

DECRET n° 92-18 du 8 janvier 1992 portant dissolution de la Chambre de Commerce et de la Chambre d'Industrie et fixant les modalités transitoires pour la mise en place d'un nouvel établissement public.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du ministre de l'Industrie et du Commerce, et du ministre de l'Intérieur,

Vu la loi n° 60-340 du 28 octobre 1960 portant institution des assemblées représentatives des intérêts économiques en Côte d'Ivoire ;

Vu le décret n° 91-755 du 14 novembre 1991 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 91-806 du 11 décembre 1991 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier. — La Chambre de Commerce et la Chambre d'Industrie de Côte d'Ivoire sont dissoutes à compter de la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 2. — 2-1. — En attendant la création d'un nouvel établissement public chargé de la représentation des intérêts économiques en Côte d'Ivoire, l'administration de chacune des Chambres dissoutes est assurée, séparément, par une délégation de trois membres pour chaque Chambre ;

2-2. — Les membres de ces délégations sont désignés par arrêté du ministre de l'Industrie et du Commerce ;

2-3. — Les pouvoirs de ces délégations sont limités aux actes d'administration conservatoires et urgents ;

2-4. — Le budget de fonctionnement de l'administration provisoire sera établi par chaque délégation et présenté à l'approbation du Comité de Liquidation de chacune des Chambres dissoutes ;

2-5. — Le trésorier, administrateur provisoire, membre de la délégation, est responsable de l'utilisation des fonds reçus devant le président du Comité de Liquidation ;

2-6. — La mission des administrateurs provisoires prendra fin à la date de l'installation du nouvel établissement public.

Art. 3. — 3-1. — La liquidation de chacune des Chambres dissoutes sera assurée, séparément, par un comité composé :

— D'un représentant du ministre de l'Industrie et du Commerce, président ;

— D'un représentant du ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie, des Finances et du Plan ;

— Du trésorier du bureau de la Chambre dissoute ;

— D'un cabinet d'audit désigné par le ministre chargé de l'Economie et des Finances.

3-2. — Chaque Comité de Liquidation est chargé :

— De la saisie de l'ensemble des documents comptables et financiers ;